

# L'ARGUS

## de l'assurance

Auteur : Sibylle Vié – 23/06/2026

### **Épargne : la Faider change de nom à l'approche d'échéances à haut risque pour la fiscalité de l'assurance vie et du plan épargne retraite**

La fédération qui regroupe douze associations d'épargnants fait peau neuve. C'est désormais sous le nom de France épargne qu'elle défendra les intérêts des épargnants, notamment auprès des candidats à l'élection présidentielle de 2027.

Ne l'appellez plus Faider mais France épargne !

#### **Une nouvelle marque plus « explicite » et un nouveau site Web**

Treize ans après sa création, la fédération qui regroupe douze associations indépendantes d'épargnants – dont l'Agipi, Gaipare, l'Asac-Fapes ou encore l'Ancre – fait évoluer son identité. C'est désormais sous une « nouvelle marque pour être plus visible, reconnaissable et explicite » qu'elle agira, synthétise lors d'une conférence Bruno Guillier de Chalvron, membre du comex de la fédération et délégué général d'Agipi. Un nouveau site internet a également été créé.

#### **Une fédération qui représente 2 millions d'épargnants pour 67 Mds€ d'encours**

C'est donc sous le nom de France épargne que la fédération qui représente, via ses membres, 2 millions d'épargnants pour 67 Mds€ d'encours, va poursuivre ses missions. Parmi elles, le travail de lobbying auprès des pouvoirs publics et des élus va certainement occuper beaucoup de son temps dans les prochains mois. « L'épargne et les épargnants sont regardés avec beaucoup d'intérêt par les politiques », rappelle Bruno Guillier de Chalvron. Les débats autour des textes budgétaires – Loi de finances et Loi de financement de la Sécurité sociale pour 2027 – s'annoncent à risque pour l'épargne.

[www.france-epargne.org](http://www.france-epargne.org)

### **Une « bataille » à venir autour de la fiscalité de l'assurance vie et du PER**

« On s'attend à une bataille sur la fiscalité de l'épargne encore renforcée du fait de la situation des finances publiques et de l'échéance présidentielle », confirme Guillaume Prache, président de France épargne et de Better Finance. Il ajoute « Ce sera chaud sur les prélèvements obligatoires des épargnants ! » La fédération n'a pas oublié les débats de l'automne dernier et du début de l'année autour de la fiscalité de l'assurance vie et du plan épargne retraite (PER). Elle avait d'ailleurs tenté de faire entendre sa voix auprès des parlementaires et de l'exécutif sur plusieurs amendements déposés sur le PLF et le PLFSS qu'elle jugeait « pas rationnels », « loufoques », voire totalement « inimaginables ».

### **Après des débats budgétaires enflammés en 2025, des craintes pour 2026**

Parfois, ces amendements ont été abandonnés – comme celui visant à créer une taxe sur la fortune improductive qui aurait concerné les encours investis sur le fonds euros des personnes les plus aisées ou un autre tendant à étendre l'IFI à l'épargne financière des ménages à l'épargne retraite et à l'assurance vie. Mais d'autres fois, les amendements ont été adoptés, au grand dam de France épargne. « La hausse de la CSG applicable aux PER individuels assurantiels est une décision irrationnelle », regrette Guillaume Prache qui explique que France épargne s'était mobilisée pour combattre cette mesure, en écrivant notamment à la direction du Trésor. Sans succès puisque le taux de prélèvements obligatoires sur ces produits est bien passé de 17,2 % à 18,6 % en 2026.

### **France épargne publiera ses propositions en épargne à la rentrée**

En parallèle de ce rôle de « vigie sur les propositions qui pourront être faites par les parlementaires lors des prochains débats budgétaires », France épargne tient aussi à formuler des propositions. Elles seront connues d'ici à la rentrée en septembre. Puis un colloque réunissant les candidats à l'élection présidentielle – ou leurs représentants – sera organisé par la fédération au premier trimestre 2027. L'idée ? Recueillir leur positionnement sur les questions liées à l'assurance vie et l'épargne retraite. En 2022, un tel échange avait déjà été organisé.

## **Défense du libre choix des épargnants face à la tentation de « flécher » l'épargne**

Une chose est sûre, France épargne défendra le libre choix des épargnants.

« L'épargne a une utilité pour l'économie nationale – pour l'Etat via la fiscalité et pour l'économie puisqu'elle y investit – mais aussi pour l'épargnant », tient à rappeler Guillaume Prache. « Nous serons très vigilants sur tout projet de fléchage ou de mobilisation de l'épargne » que pourraient soutenir certains candidats. Pour rappel, la fédération était opposée à l'obligation, votée dans la loi Industrie verte, de détenir une part minimale de non coté en assurance vie et dans le PER en gestion profilée à horizon.

Pour l'heure, même si tous les candidats à l'élection présidentielle ne sont pas déclarés et tous les programmes ne sont pas connus, « nous nous attendons à des débats très animés sur des propositions très différentes », prévient Bruno Guillier de Chalvron.



La Faider, fédération qui représente douze associations d'épargnants, change de nom et prépare les débats à venir, notamment au Parlement, sur la fiscalité de l'épargne.